

Uniforme, vouvoiement, levée des drapeaux... le retour de l'école à l'ancienne

Surfant sur l'image dégradée de l'école publique, la Fondation Espérance banlieues ouvre, depuis 2012 dans des quartiers défavorisés, des écoles hors contrat aux méthodes alternatives.

LE MONDE | 16.03.2017 | Par [Aurélie Collas](#)

Le vendredi après-midi, c'est randonnée en forêt. Les élèves ont quartier libre. Les plus jeunes jouent à cache-cache dans les arbres. Les plus grands font une partie de foot, tandis qu'un groupe de copines bavarde sur l'herbe. Les garçons portent un sweat vert, les filles un sweat bordeaux, marqués de l'écusson de leur école : « Cours Alexandre Dumas, Montfermeil ». En Seine-Saint-Denis.

Un peu plus loin, sur une butte, Albéric de Serrant, chapeau en feutre et bâton à la main, survole des yeux sa troupe. Le directeur du Cours Alexandre Dumas – « *catholique, aristocrate fauché de la campagne* », comme il s'amuse à se présenter – est l'un des artisans des écoles de la fondation Espérance banlieues. Un réseau qui entend promouvoir « *un nouveau modèle d'école pour mieux lutter contre l'échec scolaire et les tensions communautaires* » dans les banlieues, sa terre de mission.



Uniforme, vouvoiement, levée des drapeaux, patrouilles d'élèves... Ce ne sont pas les Cadets de la défense, ni les scouts, mais des écoles privées, hors contrat avec l'éducation nationale et aconfessionnelles. Leur carte de visite : petits effectifs, méthodes « à l'ancienne », apprentissage des règles de vie en société, adhésion au patriotisme. Leurs visiteurs : des familles modestes, pour beaucoup issues de l'immigration et musulmanes, déçues de l'enseignement public.

Le Cours Alexandre Dumas, école pilote de ce réseau, a ouvert ses portes en 2012 dans des préfabriqués. Il comptait huit élèves au départ, ils sont 95 aujourd'hui. En cinq ans, sept autres écoles Espérance banlieues ont vu le jour, avec des effectifs de 90 élèves à Asnières-sur-Seine, 45 à Roubaix (Nord), dix à Saint-Etienne... Seul le Cours Alexandre Dumas propose une scolarité complète du cours préparatoire (CP) à la 3^e. Sans que ses intervenants, dans leur grande majorité, ne soient diplômés de l'enseignement.

Roselmack et Debbouze pour parrains

Huit écoles, 342 élèves – sur un total de 12 millions dans le primaire et le secondaire en France –, Espérance banlieues ne pèse pas lourd. Pourtant, sa présence microscopique contraste avec sa forte présence dans les médias, suscitée par d'importants moyens marketing et le parrainage de célébrités telles que le présentateur de TF1 Harry Roselmack ou l'acteur et humoriste Jamel Debbouze.

Pour exister, le réseau a besoin d'être visible. Ne bénéficiant pas de subvention publique, il ne vit que grâce aux cotisations des familles (à hauteur de 15 % de son budget) et à des dons privés – particuliers, associations, fondations, entreprises, parmi lesquelles Bouygues, Thales, Saint-Gobain, Vinci, BNP Paribas...

En cette période électorale, l'intérêt que lui portent certains candidats lui donne un surcroît de visibilité. François Fillon (Les Républicains), après sa visite à l'école d'Asnières, a déclaré que l'Etat soutiendrait, s'il était élu, ce type d'établissements « *indépendants et innovants* ».

« *Nous sommes aussi en contact avec l'équipe [d'Emmanuel Macron]* », affirme Eric Mestrallet, le fondateur d'Espérance banlieues, invité à un débat sur l'école organisé en décembre 2016 par En marche !, la formation de l'ancien ministre de l'économie.

Territoires « abandonnés »

La rhétorique du mouvement est dans l'air du temps, surfant sur l'image dégradée d'une école publique en banlieue, qui serait enrôlée dans une spirale d'échec scolaire, de désintégration, de délinquance, de communautarisme.

« *Le niveau des élèves se dégrade, les inégalités s'accroissent, une incompréhension des familles se développe à l'égard de cette école qui manque d'ambition et d'exigence sur la transmission de la culture française* », soutient Eric Mestrallet.

Face à cette « *crise éducative* », ce père de famille catholique – PDG du cabinet de conseil Arthur Straight et qui fut attaché parlementaire de l'ancien sénateur de l'Aveyron Bernard Seillier, un proche de Philippe de Villiers – a ressenti l'envie de « *faire quelque chose* » pour ces territoires qui se sentent, selon lui, « *abandonnés* ».

Devant le Cours Alexandre Dumas, à l'heure de la sortie, voici des mamans impliquées dans la scolarité de leurs enfants et qui, sans dresser un tableau apocalyptique de l'école publique, voulaient « *mieux* ». Quitte à déboursier 1 040 euros par an.

Latifa (les prénoms ont été modifiés à leur demande) s'est tournée vers le hors contrat pour échapper au collège public de son secteur. Myriam a été séduite par les effectifs de classe, limités à seize élèves. « *Dans le public, les classes sont trop chargées, il n'y a pas assez de suivi* », déplore-t-elle. Alors qu'« *ici, on n'attend pas des semaines pour avoir un rendez-vous. Vous envoyez un texto, et tout de suite on vous dit s'il y a un souci ou pas* », se satisfait Samira.

Corvées de nettoyage

Les élèves du Cours Alexandre Dumas ne sont pas de « bons » élèves, tient à souligner Albéric de Serrant : « *Leur point commun, c'est d'avoir été pris par la paresse. Et ici, on est bon pour la combattre !*

C'est assez incroyable, mais les absences et les retards sont rares. Et cela vient du fait que l'enfant décide et s'engage à venir chez nous. »

Avec tout un cérémonial : l'élève qui intègre l'école passe par une période probatoire, avant de se voir remettre solennellement l'uniforme. Celui qui ne manifeste pas d'engagement, qui accuse vingt retards, est renvoyé. *« Au niveau collège, on comptabilise, pour des raisons diverses, dix départs en moyenne par an »*, précise le directeur.

Pour penser ce modèle d'école, Albéric de Serrant s'est inspiré de ses expériences passées, dans l'enseignement privé catholique, aux Apprentis d'Auteuil, à L'Eau vive, aux frères hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu. Il a, dit-il, *« puisé dans plein de marmites »*.

Pour les rythmes, le modèle danois : matinées consacrées aux matières « fondamentales », après-midi réservées aux études et aux activités. Pour la lecture, la méthode syllabique. Pour la dimension éducative, le scoutisme. Le Cours Dumas lui emprunte l'uniforme, les équipes interâges, les corvées de nettoyage, les randonnées et les camps sous la tente, les rassemblements dans la cour quand retentit le sifflet en signe de ralliement...

Peu d'enseignants

Chaque vendredi, à 17 heures, c'est la main sur le cœur, devant les drapeaux de la France, de l'Europe et de l'école, que les élèves observent une minute de silence *« en hommage à [leurs] familles et au pays qui [leur] ont permis de suivre cette semaine de scolarité »*.

Plus que la transmission des savoirs, c'est cette mission éducative que mettent les personnels en avant. *« Mon coup de cœur pour le projet, il vient de l'importance donnée à la personne de l'enfant*, souligne Anne-Laure Britsch, ancienne professeure d'une école catholique. *Ici, on est prof et éducateur à la fois. »*

Sur les douze membres de l'équipe, peu d'enseignants. L'une est diplômée de psychologie, un autre est ingénieur et a dirigé des colonies de vacances. *« L'enseignement, ce n'est pas ma tasse de thé, je préfère le côté éducatif »*, reconnaît Paul Jovanovic, ancien chef scout, diplômé d'une licence d'histoire-géographie. Deux d'entre eux ont reçu une formation à l'Institut libre de formation des maîtres (ILFM) de la Fondation pour l'école, qui abrite Espérance banlieues.

Les conditions de recrutement – une licence minimum et une expérience d'animation – peuvent-elles suffire pour permettre aux élèves de rejoindre, par la suite, un parcours classique, puisque tel est l'objectif ?

« Les enfants ont plaisir à venir »

« Ce qui est certain, c'est que les enfants ont plaisir à venir. La dimension académique n'est qu'une dimension parmi d'autres », se défend Eric Mestrallet, précisant que sa fondation travaille à l'élaboration d'un outil d'évaluation. Pour l'heure, elle ne dispose que d'un indicateur fragile, la réussite au brevet des élèves de Montfermeil. En 2016, onze élèves sur treize ont obtenu le diplôme.

C'est ce défaut de compétences professionnelles que pointent les détracteurs du modèle. *« Tout ça respire la bien-pensance catholique. Sauf que les bons sentiments ne font pas une éducation »*, tacle Christian Chevalier, secrétaire général du SE-UNSA, un syndicat du public.

« Ce que je perçois, c'est un projet qui surfe sur des opinions simplistes, non éclairées. C'est soi-disant en rétablissant l'autorité façon militaire, en revenant aux fondamentaux que le système ira mieux. On ne se pose pas la question complexe de savoir comment construire les apprentissages, renchérit Francette Popineau, porte-parole du SNUipp-FSU. Quant au côté bleu-blanc-rouge, on n'est certainement pas à l'école des citoyens du monde ! »



Les inspections de l'éducation nationale, menées dans quelques-unes des écoles Espérance banlieues, n'ont pas donné lieu à des « alertes majeures », souligne une source proche de l'inspection. « Ce qui interroge, c'est leur posture coloniale : il s'agit bien d'enraciner culturellement ces enfants, avec le présupposé qu'ils seraient des petits sauvageons élevés dans le désamour de la patrie. » D'où un certain nombre de « points de vigilance » soulevés quant à la « charge idéologique » et au « caractère minimaliste de l'ambition pédagogique ».

Projet politique libéral

Ce qui inquiète aussi le monde enseignant, c'est le projet politique libéral que sous-tend Espérance banlieues. Eric Mestrallet est l'un des fers de lance du lobby des écoles hors contrat, aux côtés d'Anne Coffinier, la présidente de la Fondation pour l'école (dont il est le vice-président).

Les deux militent activement pour le développement d'« écoles libres » – de leurs programmes, de leurs méthodes, de leur recrutement. A la façon des *charter schools* américaines ou des *free schools* anglaises, qui perçoivent des subventions publiques en échange d'un cahier des charges à remplir.

Une ligne qui entre en résonance avec le programme de François Fillon, qui fut ministre de l'éducation entre 2004 et 2005. Les défenseurs de l'école publique y voient, eux, l'amorce d'un démantèlement de celle-ci et la négation du vivre ensemble.

Les écoles Espérance banlieues peuvent-elles essaimer ? Jusqu'à présent, rien ne le laissait présager. Ni leur liste d'attente ni les projets d'ouvertures (quatre ou cinq sont prévues à la rentrée prochaine).

Avenir incertain

Il leur manque deux ingrédients pour se développer. D'abord, les fonds. Eric Mestrallet soutient que la Fondation est « *à la limite de ce qu'elle peut financer sans financement public* ». Ensuite, les soutiens locaux. Car ces écoles ne sont implantées que dans des communes de droite, comme Montfermeil, dont le maire Xavier Lemoine est vice-président du Parti chrétien-démocrate, voire d'extrême droite s'agissant de Marseille (le Cours Frédéric Ozanam est implanté dans le 13^e arrondissement du frontiste Stéphane Ravier).

Les mairies leur louent un terrain ou un bâtiment, au grand dam, souvent, des élus d'opposition. L'implantation dans une commune de gauche est plus délicate, comme à Montreuil, où le projet n'est pas près de voir le jour, la mairie (Parti communiste) n'ayant rien à louer.

Pour la première fois, une collectivité territoriale, en l'occurrence la région Ile-de-France dirigée par Valérie Pécresse (Les Républicains), vient de verser à la Fondation une subvention de 35 000 euros au titre des activités extrascolaires (car la Constitution interdit le versement de fonds publics aux écoles hors contrat). L'avenir d'Espérance banlieues est bel et bien politique, aussi incertain que l'issue du scrutin de mai prochain.